

# Comment parler du nucléaire en France ?

Entretien avec Pierre-Franck CHEVET

Ancien président de l'ASN

et Hervé MARITON

Maire de Crest et ancien député

*Propos recueillis par Richard LAVERGNE et Delphine MANTIENNE pour les Annales des Mines*

**A**nnales des Mines : Avant d'aborder le fond du sujet, pourriez-vous nous dire si, à titre personnel, vous êtes en mesure de vous exprimer publiquement pour ou contre le nucléaire civil en France ? Lorsque vous exercez vos fonctions, respectivement à l'ASN et à l'Assemblée nationale, étiez-vous dans la même situation ?

**Hervé Mariton** : La vocation d'un parlementaire, c'est évidemment de *parler*, même si cette parole peut être un peu enfermée par « qui l'on est », « où l'on est », « d'où l'on vient ». En d'autres termes, la parole était libre, mais le fait d'être élu d'une circonscription ayant sur son territoire la centrale de Tricastin (EDF), et une part des installations de ce qui est Orano aujourd'hui, fait que, quand vous vous exprimez dans le débat national, les gens ont tendance à dire : « Il dit ça parce qu'il y a intérêt. » Le propos risque d'être délégitimé du seul fait que l'on est concerné sur son terrain. Le second point, c'est le fait d'être ingénieur des Mines. Même si l'on est parlementaire, de nouveau, ce qui pourrait paraître comme un intérêt sain au sujet est perçu par certains comme un biais. La parole est libre, mais l'on n'échappe pas aux biais – que l'on a peut-être – que vos interlocuteurs militants plaquent sur vos paroles.

**Pierre-Franck Chevet** : En tant qu'ex-président de l'ASN, j'ai été libre de ma parole, mais *dans le cadre de ma mission*, qui consistait à être indépendant de toute position de politique énergétique et à rester dans mon seul registre de président de l'ASN, c'est-à-dire à parler de sûreté. Cela ne m'empêche pas bien sûr d'avoir des convictions personnelles, notamment dans le domaine de la politique énergétique. Par conception même une autorité indépendante se doit de faire abstraction de ce débat, sur le sujet de la sûreté nucléaire, il faut surtout se garder de répondre à la question « pour ou contre ». Quoi que je dise, la crédibilité même de l'ASN serait remise en cause : toutes mes décisions de l'époque auraient été interprétées à cette aune. La question « pour ou contre le nucléaire » me renvoie aussi à mon passé d'ancien directeur général de l'Énergie et du Climat : pour tous ces sujets énergétiques, il a deux biais. D'abord, on ne parle que d'électricité. Objectivement, si l'on regarde d'un peu plus loin les problématiques énergé-

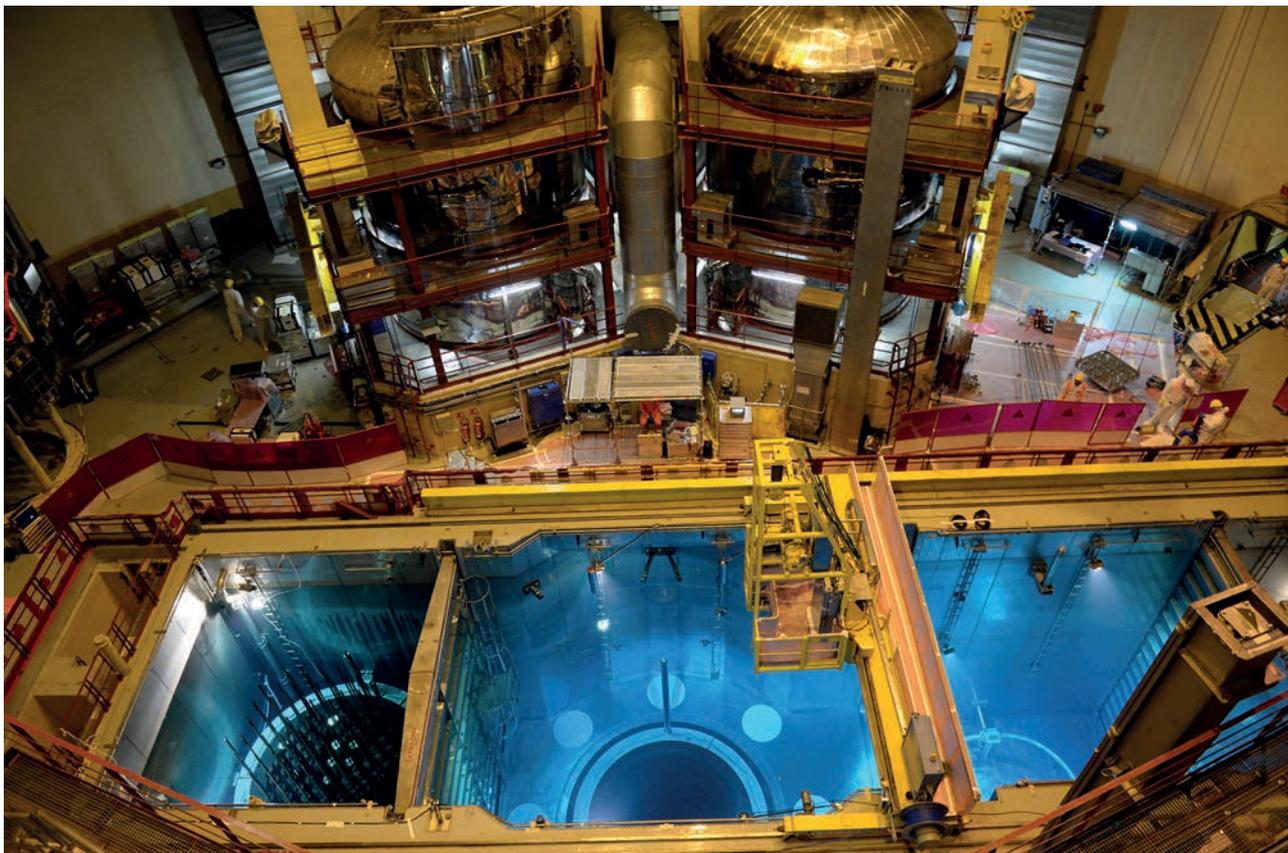
tiques et climatiques, la question des hydrocarbures, des combustibles fossiles, est d'un poids supérieur. Ensuite, c'est la formulation « pour ou contre » : le débat dans le domaine de l'électricité est quasiment idéologique. Si vous êtes pour quelque chose, nécessairement vous êtes contre le reste, alors même que les lois de la République française ont toujours réaffirmé l'importance du mix énergétique, à l'opposé de cette vision manichéenne des choses. J'ai mis longtemps à comprendre pourquoi cette question était fondamentalement biaisée : c'est parce que l'on suppose que les gens ne comprennent pas une réponse complexe. Cela demande évidemment plus de mots, et cela implique de faire confiance au fait que les gens écoutent.

**HM** : Je suis un peu plus pessimiste, je ne suis pas sûr que les réponses complexes soient toujours si audibles, parce qu'en effet, dans notre pays, la question peut paraître inutilement contraignante (*pour* ou *contre*), mais c'est *la* question qui structure assez largement le débat, et les positions plus complexes ou plus nuancées peuvent assez facilement être caricaturées comme une manière de tourner autour du sujet. Cela n'est pas simple.

**PFC** : Il y a des opposants farouches au nucléaire, dogmatiques, mais si l'on répond de la même manière, aussi dogmatique, je ne suis pas sûr que l'on apporte un peu de lumière et de compréhension du sujet.

**AdM** : Depuis 25 ans (débat « Souviron » en 1994, débat « Fontaine » en 2003, Grenelle de l'environnement en 2007-2008, DNTE en 2012-2013, débats parlementaires, débats CNDP...), la politique énergétique ne cesse d'être mise en débat, et la cadence s'accélère, notamment sur le nucléaire. C'est en général moins le cas à l'étranger, notamment en Allemagne et au Royaume-Uni où le débat est concentré au Parlement. La parole semble en fait se focaliser sur les militants anti- et pro-nucléaires. De plus, le gouvernement s'interdit souvent de s'exprimer pendant ces périodes de débat. Que pensez-vous de cette situation ?

**HM** : Ces débats, quels que soient les efforts qui sont menés, percolent peu dans une large opinion, en tout cas



Opération de contrôle intervenant dans le cadre de la visite décennale de l'unité de production d'électricité n°1 de la centrale nucléaire de Saint-Alban – Saint-Maurice.

### « La France espère conclure des contrats à l'export de ventes de centrales, de techniques ou d'équipements pour le nucléaire civil. »

au-delà de publics raisonnablement attendus. C'est un constat d'échec, parce que ces sujets pourraient intéresser tous nos concitoyens. En d'autres termes, j'ai plutôt le sentiment que l'on a créé des forums qui permettraient aux militants de tous bords de se rencontrer et d'échanger – ce qui est utile –, sans aller vers l'ensemble des citoyens. C'est un premier échec : alors même qu'il y a plusieurs débats, les ouvertures n'ont jamais véritablement atteint le plus large public. Et les débats parlementaires sur ces sujets ont pu être importants, mais ils n'ont jamais été des moments « puissants » du débat parlementaire. On peut considérer que ces choix sont tout à fait fondamentaux ; la réalité c'est qu'au Parlement même, ils sont menés entre spécialistes du sujet. Or, les débats au Parlement percolent dès lors qu'ils attirent les députés au-delà de la commission concernée, au-delà des quelques spécialistes, et cela n'a jamais été le cas. Le grand public citoyen n'a pas été atteint, le grand public parlementaire ne l'a pas été non plus. On a parfois le sentiment que les gouvernements ont été très attentifs à ce que ce soit le cas. En gros, on a le nucléaire honteux depuis un certain nombre d'années. On discute de politique énergétique parce qu'une espèce d'intelligence collective conduit à exiger cette discussion, mais l'on répond convenablement à une espèce de rite en essayant de passer au travers des gouttes... C'est un regard un peu sévère.

PFC : Bien que le Parlement français soit doté de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST), cette difficulté demeure : on est sur une matière très complexe. Dans le domaine énergétique, on manie au moins trois grands critères en même temps, où tout le monde se perd assez rapidement : 1) le prix de l'énergie, 2) la question environnementale avec toutes ses facettes, et 3) la sécurité d'approvisionnement collective et individuelle. Un problème à trois paramètres, chacun étant lui-même ramifié... c'est très compliqué. Je trouve que c'est une bonne chose que l'OPECST ait été créé : il a permis sur la longue durée de faire avancer un certain nombre de sujets. Je pense ainsi aux déchets radioactifs, avec un travail énorme fait sur une trentaine d'années, qui permet aujourd'hui de discuter sur des bases solides. Je ne dénigrerai pas ce qui a été fait par le Parlement, parce que c'est dur de se pencher sur ces matières-là, trustées par les spécialistes. Sur les débats publics, il y en a eu beaucoup, je crois que c'est à l'évidence nécessaire, mais objectivement, c'est vrai, on y retrouve les points de vue que l'on connaissait avant, qui s'enrichissent mutuellement très peu. Personnellement, l'expérience que j'ai trouvée extrêmement positive, c'est lorsque l'on a organisé des conférences citoyennes – dans lesquelles on informe, ou on forme, des panels de citoyens. Cela permet d'aller en profondeur, mais évidemment cela demande du temps,

de l'argent et de l'investissement personnel. Là-dessus, ça fait avancer la pensée, et même, cela conduit à reformuler les questions. La manière dont les gens captent la question peut différer. J'ai trouvé cela extrêmement enrichissant. Mieux préparer les grands débats publics avec des conférences citoyennes, ce serait un grand plus.

**AdM :** *Certains disent que le gouvernement est particulièrement discret sur le nucléaire, au niveau national comme dans les organisations intergouvernementales (par exemple, au sein de l'AIE)*

**HM :** Ouvrir un débat tout en donnant sa position alors que l'on sera le décideur, cela crée un soupçon d'emblée, c'est logique. Une autre solution, c'est d'entrer dans un débat avec une proposition explicite de décision. Dans ce cas, on se démasque : « Voilà ma vision des choses, j'ouvre le débat. » C'est plus engageant.

**AdM :** *La France espère conclure des contrats à l'export de ventes de centrales, de techniques ou d'équipements pour le nucléaire civil, et elle est en avance grâce à ses centrales nucléaires par rapport à d'autres pays européens sur la réduction des émissions de GES. Si la France a une industrie nucléaire, pourquoi ne pas la valoriser en tant que telle ?*

**HM :** J'ai perçu cette contradiction dans les années 2010, par exemple après Fukushima, où la parole publique est devenue immédiatement extrêmement prudente, alors que les entreprises continuaient de prospecter à l'étranger. Alors que pendant de nombreuses années, il y avait une mise en avant publique de la France conquérante des marchés du nucléaire à l'international, aujourd'hui, cette mise en avant n'existe plus. Il y a moins de contradictions et le problème est plus lourd. L'aventure nucléaire est aussi compliquée à l'international : les marchés espérés ne se sont pas développés, et même les opérations réussies ne sont pas mises en avant aujourd'hui. Cette chronique de la réussite de la France à l'international, on ne l'entend plus. Au début des années 2010, on pouvait voir une contradiction entre les restrictions sur le territoire et l'ambition affichée de vente à l'international. Ce n'est plus le cas aujourd'hui : quelle que soit la réalité des entreprises du secteur, il n'y a pas d'ambition publique affichée, il me semble, dans ce domaine.

**PFC :** Fukushima a posé pas mal de questions. Les exemples des grands accidents précédents, c'était : Three Mile Island, sans conséquences très notables dans l'environnement (et c'est la même technologie que la nôtre). L'autre, c'était Tchernobyl, et là, la thèse partagée par tout le monde, c'était « ça vient du monde soviétique ». Fukushima, c'est différent : le Japon, comme la France, est riche d'une civilisation complexe, aboutie. Ce sont des pays très similaires. Évidemment, comme après Tchernobyl, il y a eu un discours sur le thème « ça vient des Japonais, c'est un problème japonais ». Malgré tout, je pense qu'au-delà de ce discours facile à tenir, ça a déstabilisé la pensée sur ces sujets, même si beaucoup de choses ont été faites techniquement pour améliorer la sûreté des centrales.

Depuis l'annonce de la diminution du nucléaire de 80 % (un taux de dépendance que l'on ne voit nulle part ail-

leurs) à 50 %, au nom d'un mix accru, la phrase n'a pas été totalement finie. La question est de savoir ce que l'on fait après, c'est-à-dire après 2035. Comme on est dans un monde assez idéologique, le fait de ne pas avoir dit clairement les choses sur l'après, de ne pas avoir tranché, entretient l'idée que « si l'on en veut moins, c'est que c'est mal. Si c'est mal, allons au bout du raisonnement ». Alors que ce n'est pas cela qui a été dit politiquement. La question de l'après 2035 sera extrêmement dépendante d'une question technologique centrale, pour moi, qui est : *est-ce que l'on accède à du stockage de l'électricité dans des conditions économiques raisonnables ?* Si la réponse est « oui » (mais c'est encore du domaine de la recherche, pas seulement de la mise au point technologique ou du rendement industriel), alors on a une grande variété de choix possibles au plan énergétique, y compris le nucléaire, mais pas seulement. Si l'on n'y accède pas, à ce moment-là, la question est tout à fait différente pour la suite. On ne sait pas non plus répondre à une autre question : les déboires de l'EPR ont été nombreux, et n'aident pas à se positionner de manière, non pas honteuse, mais triomphante, à l'international, parce qu'effectivement, on a eu beaucoup de difficultés. Je n'accuse personne de quoi que ce soit, mais quand on refait pour la première fois depuis 20-30 ans de la construction neuve, il ne faut pas totalement s'étonner que l'on soit de nouveau au tout début de la phase d'apprentissage. Quel est le vrai prix du nucléaire maintenant, c'est-à-dire dans les années à venir ? La question du prix se pose aussi pour les énergies renouvelables (EnR). Le constat est que l'on en produit davantage, donc qu'elles sont moins chères. Il n'y a pas de raison pour que ce principe ne s'applique pas non plus au nucléaire. L'EPR à Tashan (Chine) est sorti dans de (relativement) bonnes conditions ; simplement les Chinois ont construit des centrales dans un passé récent et ils en construisent de nouvelles.

**PFC :** Flamanville va sortir au prix où il va sortir, la question est : « pour la suite, ça vaudrait combien ? ». Pour cette question-là, et celle de savoir si l'on enclenche ou non la construction par anticipation de nouveaux réacteurs (pas un, parce que ça ne serait pas rationnel), le gouvernement a dit qu'il préparerait les éléments nécessaires à une décision à l'horizon de la fin du présent mandat présidentiel, ce qui me paraît à la fois raisonnable au plan technique et courageux au plan politique.

**HM :** Je partage ces analyses, spécialement dans la position de la France, qui a connu après Fukushima une prudence nationale, et une poursuite de l'aventure à l'étranger. Il y a ensuite les conséquences des difficultés de l'EPR et là, on a le sentiment que le discours – pas nécessairement les contrats pris individuellement – a disparu. C'est ce qui peut expliquer qu'en dehors de ces décisions de stratégie nucléaire, qui peuvent être courageuses, il n'y ait pas abondance de discours public aujourd'hui. J'ajoute un deuxième élément : dans une époque où la croissance devient moins une valeur en tant que telle, l'énergie et la capacité à produire de l'énergie sont probablement moins des valeurs en tant que telles. Tous les discours qui articulent la réponse énergétique sur la décroissance paraissent moins farfelus aujourd'hui qu'il y a quelques



Présentation de maquettes d'unités EPR dans le hall d'exposition de la centrale nucléaire de Taishan, province chinoise du Guangdong, décembre 2018.

« L'EPR à Taishan (Chine) est sorti dans de (relativement) bonnes conditions ; simplement les Chinois ont construit des centrales dans un passé récent et ils en construisent d'autres. »

années. Là aussi, cela n'aide pas à porter une parole nucléaire, parce qu'au fond, lorsque l'on parle des EnR, on porte un discours *global* que l'on raccorde tout de suite à un discours *local* (autoconsommation, par exemple). Le nucléaire est très vite connecté à un discours de croissance, et quand ce discours perd de sa force, la capacité à promouvoir cette offre en fait autant, indépendamment des paramètres quantitatifs sur le climat. Le nucléaire est tout de même très cousin d'un monde qui cherche la croissance à tout prix, en tout cas, historiquement, il a été vécu comme cela, même si dans l'évolution du mix, il peut se comprendre différemment. Le nucléaire est aussi connoté de périodes historiques, qui sont des périodes de forte croissance.

**AdM** : Y a-t-il eu des changements notables dans la relation du monde politique et associatif français avec le nucléaire ?

**HM** : Il y a un fait majeur, me semble-t-il, c'est que l'on a connu une époque où l'appréciation du nucléaire était assez largement trans-partisane, avec en particulier le soutien du PCF et de la CGT. Une des conséquences de la création du Front de Gauche, il y a quelques années, est que le PC, dans cette aventure, a cédé sur le thème du nucléaire. La CGT a aussi fait quelque peu évoluer son discours. Il y a tout un pan aux limites de LFI, du PCF, de ce qu'a été à un moment le Front de Gauche, qui contenait

un apport pro-nucléaire, venant en partie de la culture historique du parti communiste, qui a complètement disparu, à la fois du fait de l'affaiblissement proprement dit du PCF, mais aussi parce que le système d'alliances du PC a dissous ce discours. Je pense que c'est très important.

**PFC** : La période n'est pas très propice. Le choix qu'a fait la France, historiquement, d'aller vigoureusement vers le nucléaire n'a pas été partagé par tout le monde. Il ne faut pas s'attendre à ce que le nucléaire soit acclamé au niveau européen. Quand on commençait à vouloir écrire quelque chose sur le fait que, accessoirement, le nucléaire était bas carbone – même s'il n'a pas originellement été choisi pour ça –, à chaque fois cela a été la croix et la bannière, et cela *avant* Fukushima. Il y a une difficulté : ce n'est pas tant la conception de l'EPR qui est en cause, c'est clairement une question de savoir-faire. Il y a un point dont on n'a pas parlé mais qui est juste énorme : l'intrusion du mot « falsification » (je ne qualifie pas les faits, c'est important) dans des fabrications essentielles pour le nucléaire, est un sujet absolument majeur <sup>(1)</sup>. Je ne suis pas sûr que ce soit par une martingale politique que l'on y arrivera : il

(1) Des irrégularités pouvant s'apparenter à des falsifications ont été détectées début 2016 dans la fabrication de composants nucléaires à l'usine Creusot Forge, à la suite d'une revue qualité demandée par l'ASN (extrait d'un communiqué ASN) (NdR).



Photo © Michel POINSIGNON/BIOSPHOTO

La centrale nucléaire de Cattenom (département de la Moselle).

« Si l'on tient politiquement un discours hostile au nucléaire, on capte un certain nombre d'électeurs, on voit lesquels. En tenant un discours pro-nucléaire, on ne voit absolument pas quel électorat on capte ! Sauf, en effet, dimension très locale. »

faut prendre les choses une par une, concrètement, en disant les choses rationnellement. Tant que l'on reste dans l'idéologie « *pour* ou *contre* », on enlève les bases d'un quelconque débat raisonnable.

**HM** : Pour rester dans cette dialectique, sur ce terrain-là, les défenseurs du nucléaire ont tout de même beaucoup bâti sur une affirmation d'*infaillibilité*. Et là, pour le coup, les remarques de l'ASN, même sur des petites choses, ont toujours gratté cette affirmation d'*infaillibilité*, et quand on arrive à des événements type EPR... Il y a quelques sujets massifs, compris par tout le monde, qui ont démontré les failles.

**PFC** : On ne peut pas *construire* en recréant un autre acte de foi ou une nouvelle idéologie. Ce genre de situation se traite *step by step*, techniquement, technologiquement, en remédiant aux problèmes. Je pense que la prétention d'*infaillibilité* est à elle seule suspecte. Je considère qu'un des meilleurs moyens d'améliorer la sûreté, c'est justement de détecter les problèmes et de les traiter un par un. On est loin de l'acte de foi ! C'est juste un travail de fourmi qui à la fin produit un résultat.

Si quiconque me dit « je suis infaillible », je pense que j'arrête d'écouter, je n'ai plus confiance. C'est comme cela aussi que je conçois la question du nucléaire. Sur des problèmes qui ne sont pas mineurs, qui sont de vrais problèmes, il n'y a pas d'autre solution que de les trai-

ter un par un. C'est comme cela que l'on construit de la confiance et d'éventuelles décisions pour l'avenir.

**HM** : Une réponse simple est de dire que si l'on tient politiquement un discours hostile au nucléaire, on capte un certain nombre d'électeurs, on voit lesquels. En tenant un discours pro-nucléaire, on ne voit absolument pas quel électorat on capte ! Sauf, en effet, dimension très locale. Le débat s'est ainsi structuré...

Le discours critique du nucléaire, comme d'autres technologies, est aussi porté par un discours parfois pseudo-scientifique, parfois scientifique. Dans les ONG anti-nucléaires, anti-glyphosate, anti-Linky, anti-5G, un grand nombre de gens excipent des diplômes scientifiques très convenables. Aujourd'hui, dire que le discours « anti » est aussi un discours anti-scientifique, c'est un peu compliqué à établir. Il ne suffit pas de regarder le personnel qui le tient pour établir la réalité de la chose. D'autre part, je ne suis pas sûr que ce soit le sujet. Le nucléaire a été largement promu auprès de nos concitoyens avec des sortes d'arguments d'autorité. Si l'on n'explique pas les choses, quand le vent devient mauvais, cela devient plus difficile. Je suis très frappé – expérience locale : la Drôme, le Tricastin –, si je prends la période avant Fukushima, par le fait que la réalité nucléaire était considérée comme établie en elle-même. Certes, il y avait de temps en temps des portes ouvertes, des bouts d'explications..., mais des

explications assez « leçons de choses », qui n'entraient pas véritablement dans la vulgarisation de la politique énergétique. On décrivait volontiers les processus de fluoration de l'uranium, mais même vis-à-vis d'adultes, quand Orano et EDF font des visites, ils n'abordent jamais les questions de politique énergétique. Au-delà des visites, qui sont peut-être anecdotiques, le partage du nucléaire avec les populations locales ne se faisait pas ou plus, les choses étaient considérées comme acquises, parce que « le nucléaire éclairait l'avenir énergétique de la France », et en raison de l'emploi local, des bienfaits fiscaux locaux... Une accumulation d'arguments d'autorité ! Tout comme, sur le plan national, à un moment l'argument d'autorité ne suffit plus, sur le plan local non plus, et en particulier quand on commence à rencontrer des vents contraires.

**PFC :** Dans les opposants au nucléaire, j'ai vu des gens totalement respectables en termes d'éducation scientifique, de compréhension technique. Franchement, il y en a qui sont vraiment de très bon niveau. Je ne vois pas non plus cela sous l'angle « les forces obscures de notre pays, qui ne voient pas la raison ». Ce ne sont pas des gens qui ne comprennent rien qui, donc, deviennent opposants ! Quelle que soit la formation d'origine, il y a un devoir d'expliquer les choses. On parlait de politique énergétique : c'est compliqué, mais il faut le faire, *techniquement*, pas de façon idéologique, il faut parler du nucléaire, des problèmes ou des réussites, mais toujours de manière objective sur les faits. Il ne faut pas désespérer ! J'ai totalement confiance dans le fait que si l'on s'exprime clairement, quelle que soit la formation des uns et des autres, les gens captent. Ils entendent ce qu'ils veulent entendre, mais ils captent.

**AdM :** *Le nucléaire est un sujet de société techniquement très complexe, mais le progrès technique depuis 100 ans fait qu'il y en a beaucoup d'autres dont le niveau polémique est variable (glyphosate, blockchain, Linky, 5G, IRM, etc.). Les sciences « dures » et la technologie ont souvent mauvaise presse dans certains milieux qui privilégient les sciences « humaines », mais le nucléaire est spécifique par ses liens avec l'arme atomique...*

**PFC :** Il y a quelque chose qui est intrinsèque au nucléaire : l'énergie nucléaire est basée sur les forces de l'atome, ce sont des sciences qui ont un siècle, pas plus, et parmi les concepts les plus récents de la physique. Cela, et la bombe, qui a illustré l'une des utilisations possibles, c'est quelque chose que l'on n'a pas su collectivement comprendre, alors que la chimie, le pétrole : tout le monde se sent plus à l'aise avec ça. Il y a peut-être eu aussi un renoncement : à partir du moment où l'on commence à poser la question sur le thème « acte de foi », cela nous éloigne d'emblée du débat de fond sur « comment ça marche », « comment ça ne marche pas », qui est absolument nécessaire à la construction d'une conviction. Pourquoi y a-t-il des gens qui sont « contre » ? J'ai entendu deux arguments qui ne sont pas totalement anecdotiques : 1) L'aspect sûreté. Tout cela ne marche que moyennant un *process* très compliqué (il suffit de regarder une centrale nucléaire) : il est difficile d'assurer la

plus grande fiabilité possible d'un tel système. C'est une énergie qui demande une vigilance de tous les instants – ce n'est pas le cas d'une éolienne : au pire, elle tombe dans un champ, ce n'est pas gravissime ! C'est un peu plus compliqué quand une centrale a un problème. 2) Ce qui est factuel également, c'est la question de la pérennité très longue des effets, je pense notamment aux déchets. On a beau gérer – à mon avis – du mieux possible ces déchets, comme on le fait en France (voir le débat en cours sur Cigéo, le centre de stockage en couche géologique profonde), on garde quand même sans les traiter (on les change d'endroit) des déchets qui ont des durées de vie qui se comptent en centaines de milliers d'années. C'est la meilleure solution que l'on ait, mais personne n'a jamais parlé du problème de la gestion de déchets à 100 000 ans d'une autre énergie. Ces deux sujets sont des *faits*, ensuite on se forme une vision. C'est assez logique qu'il y ait un débat, il n'y a pas d'énergie parfaite. Il y a d'immenses avantages côté nucléaire, je peux en parler aussi : la compacité, la non-intermittence... Chaque type d'énergie a sa liste d'avantages et d'inconvénients.

**HM :** Les atouts du nucléaire aujourd'hui ne sont pas beaucoup promus. Le caractère « énergie non carbonée » est quelque chose qui est dit *mezzo voce* dans le débat.

**AdM :** *La France est quasiment le seul pays au monde dont la politique énergétique relève du ministère chargé de l'Environnement. Y a-t-il, selon vous, des effets de cette spécificité sur le nucléaire civil en France ?*

**PFC :** C'est la logique qui a prévalu dans la création de la DGEC (direction générale de l'Énergie et du Climat) : pour sortir du débat idéologique, il a fallu assembler les enjeux environnementaux au sens large, avec les gens qui connaissent les secteurs, qu'ils soient pollueurs ou contributeurs, c'était un moyen de faire avancer les choses.

**AdM :** *Comment percevez-vous l'opinion des Français sur le nucléaire civil ? Ont-ils une opinion ferme ou volatile ?*

**PFC :** Ce qui me frappe le plus, c'est que le taux de « sans opinion » a sensiblement décliné dans le temps (passant de 24 % début 1995 à 11 % début 2012, selon un baromètre du CREDOC non actualisé), je suis plutôt content quand sur un sujet donné, les gens se sentent en capacité d'avoir une opinion. C'est un des effets de la politique de transparence.

**AdM :** *De façon générale, la France subit une forte désindustrialisation depuis une dizaine d'années. Le nucléaire civil est souvent vu à l'étranger comme un motif de l'excellence industrielle française, alors que les Français n'en ont généralement pas conscience. Pensez-vous que les pouvoirs publics auraient un rôle à jouer pour relancer la fierté envers l'industrie nationale via le nucléaire civil ?*

**PFC :** Je considère que les décisions qui ont été prises dans les années 1970 sur le nucléaire l'ont été, globalement, dans de bonnes conditions. On a fait des choix dont on parle peu, mais qui ont été essentiels : un opérateur central (EDF), un seul type de réacteur et un carnet de

commandes qui n'était pas négligeable. Il y avait de la matière ! À mon avis, il n'y a aucune raison pour que les jeunes d'aujourd'hui n'arrivent pas à faire ce que l'on a fait dans les années 1970, simplement sur ces trois conditions-là, il y en a au moins deux qui ne sont pas réunies aujourd'hui. L'opérateur unique, on l'a toujours, de façon à peu près claire, mais le reste, non. Donc le savoir-faire se perd<sup>(2)</sup>.

**HM** : La question du démantèlement et tout le discours sur l'industrie de l'avenir me semblent importants... Un discours qui existe aujourd'hui, c'est « on peut, on doit construire une excellence industrielle autour de la dé-nucléarisation, du démantèlement ».

**PFC** : Il y a évidemment eu des discours politiques disant que « la dé-nucléarisation crée autant d'emplois que le nucléaire lui-même ». Les chiffres ne sont pas là. Ça crée de l'emploi, et de toute façon, il faut le faire un jour ou l'autre, mais l'on est de l'ordre de 1 à 10 % de l'activité d'un chantier de construction ou de l'exploitation d'une installation. Par rapport au budget annuel d'un réacteur, le démantèlement génère une activité 10 fois plus faible. Tout n'est pas délocalisable. Un des points qui m'ont frappé, c'est qu'un soudeur hors-pair, en construction, a pour équivalent, en démantèlement, une personne qui scie à la meuleuse en radio-protection. Dans un cas on sait faire des bétons fous avec plein de métal dedans ; la même chose à la sortie, c'est quelqu'un qui l'attaque à la meuleuse...

Je pense qu'il est difficile de sortir de cette ambiguïté maintenant, surtout du fait que rien ne soit dit sur le *post 2035*.

**HM** : On est sur un chemin très critique de renouvellement du parc existant...

**PFC** : On a encore un peu de temps. Fessenheim qui va sortir de la production l'an prochain ne représente pas beaucoup dans le réseau européen. Les prochains arrêts devraient être aux horizons 2025-2026. Et comment, à quel rythme ? Personne n'en sait rien. Par ailleurs, avec le temps de la décision, ce n'est pas au dernier moment qu'il faut s'y prendre ; des missions ont été lancées sur de très nombreux sujets.

**AdM** : *Est-ce compréhensible par le grand public ?*

**PFC** : Quand on explique à un non-initié qu'il faut assurer à tout moment un équilibre du réseau global, à 1 % près, il tombe des nues. Ces questions énergétiques sont très compliquées à appréhender. Quand je disais que la clé d'un choix possible, c'est le stockage, cela suppose d'avoir compris qu'il faut à tout moment un équilibre. Un des points clés, c'est la question d'accéder à un stockage. C'est ce qui ouvre le champ des possibles, et cela renvoie aux efforts de R&D que l'on fait, ou que l'on ne fait pas, pour se donner des capacités de choix futurs.

**AdM** : *Par rapport à d'autres industries ou activités potentiellement dangereuses (chimie, biologie, Défense...), le nucléaire civil se caractérise par une volonté de transparence, organisée par l'ASN, qui aboutit au fait que chaque incident est médiatisé et éventuellement monté en épingle. Avec le recul, n'est-on pas allé trop loin ?*

**PFC** : J'ai deux niveaux de réponse. Premier niveau : on ne parle pas de détails ! Quand il y a des soudures qui sont mauvaises, quand on parle de possibles falsifications au Creusot, avec la cuve de l'EPR : c'est massif ! Deuxième niveau : j'ai eu la chance de vivre, en début de carrière, le temps, heureux pour certains, où il n'y avait pas d'échelle de gravité, pas ou peu de communication... Et puis, 1986 : Tchernobyl. La première condition de la confiance, c'est de dire la vérité. Or, le nucléaire vient, entre autres, du monde de la bombe atomique, c'est-à-dire du monde du secret. La meilleure attaque contre le nucléaire, c'est très logiquement la non-transparence, le secret. Cela faisait mouche à tous les coups, à l'époque. C'est dans ce contexte que la France a mis en place une échelle de gravité après Tchernobyl. C'est un des éléments de crédibilité, à la fois sur le front technique (les événements sont traités de façon systématique) et en termes de crédibilité externe. Cela change totalement la donne. Ensuite, on peut discuter du classement de tel ou tel, de l'appréciation partagée ou non, de la réaction des journalistes ou des exploitants sur tel ou tel événement. On est sorti d'un monde où l'accusation principale était le secret : « Ce ne sont pas des gens de confiance, puisqu'ils cachent quelque chose. » À partir de là, on ne construit aucun discours audible. La transparence est nécessaire, même si les réglages peuvent être différents.

**AdM** : *Comment les acteurs économiques du nucléaire peuvent-ils communiquer ?*

**HM** : Si des gens pensent que le nucléaire, c'est bien, il faut qu'ils aient la force de le dire, de s'organiser... Cela pose la question d'une discrétion des acteurs de la filière, de fait dans un contexte compliqué – la situation n'est pas flamboyante pour Orano, qui communique peu auprès du grand public. EDF porte la charge de Flamanville... On ne fait pas le bonheur des gens malgré eux ! Si les principaux acteurs sont au fond assez timides dans leur communication, il y a en effet un problème.

**PFC** : Dans toutes les instances que j'ai côtoyées dans mes différents postes, j'ai constaté des anti-nucléaires assez vocaux et des exploitants en retrait, se cachant derrière la puissance publique au sens large. On peut revenir à la question « Que dit l'État ? », mais, fondamentalement, les exploitants sont très en retrait dans les débats et cela peut devenir suspect de ne pas s'exprimer. Ce n'est pas un exercice facile, mais tenir ses convictions, les développer, c'est important.

**HM** : Est-ce de la prudence politique, ou le sentiment que le « sens de l'Histoire » va contre eux ? L'énergie est-elle une valeur ? Est-ce que l'énergie est une matière à communication aujourd'hui ? Est-ce que l'énergie *nucléaire* est communicable ?

(2) Franck AGGERI, « Flamanville : sait-on encore construire une centrale nucléaire ? », 14 novembre 2019, <https://www.alternatives-ecologiques.fr/franck-aggeri/flamanville-sait-on-construire-une-centrale-nucleaire/00090924> (NdR).



Publicité télévisée d'EDF (1992).



**PFC :** Ce que je redoutais le plus, c'est quand on m'invitait sur un plateau télé avec seulement une ONG en face de moi. Quelle position prendre ? Il manquait la personne aux manettes, pour dire ce qu'elle avait fait. Ils ont des gens qui passeraient très bien, qui sont tout à fait capables de parler de ce qu'ils font... Il y a une forme d'*omerta*. J'ai le souvenir d'un temps où les publicités d'EDF, dans les débuts des années 1990 : « Tu vois ma perceuse ? Elle est *nucléaire*... »<sup>(3)</sup>. À la fin des années 1990, c'était déjà fini, EDF revendiquait : « Nous sommes un producteur d'électricité comme les autres. »

**HM :** Les parties prenantes « entreprises » peuvent dire des choses, et puis tous les gens qui s'intéressent au débat...

**PFC :** Il commence à y avoir du répondant sur beaucoup de sujets. Les institutions sont de plus en plus présentes sur les réseaux sociaux. Tout le monde est en « posture », mais derrière, il y a des faits, de la technique. La seule réponse, c'est qu'il ne faut pas abdiquer face à cet effort. Il faut juste faire le travail de manière technique, concrète, et non dogmatique. Tout le monde a le droit de penser ce qu'il veut des sujets.

(3) <http://www.culturepub.fr/videos/edf-la-perceuse/> (NdR).